

17 mars 2021 – Communiqué de la fédération CGT des Services publics

## **16 mars : Journée de grève et de mobilisation contre le vol des congés dans la fonction publique territoriale.**

COMMUNIQUE DE PRESSE

Des délégations regroupant 300 agents (de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de l'Essonne) se sont rassemblés à Paris à proximité du ministère de la Transformation (en réalité démolition) de la fonction publique le 16 mars dans l'après-midi. Le matin, plusieurs rassemblements et initiatives ont eu lieu devant les mairies. Essentiels face à la pandémie, avec moins de droits dans les faits, voilà la politique du gouvernement. Plusieurs prises de parole ont rendu compte des mobilisations en cours et de l'action menée par les syndicats CGT pour alerter les agents sur les objectifs de la loi et les conséquences du passage aux 1607 heures, qui est une mesure comptable pour faire des économies sur le dos des agents, des services publics et par voie de conséquences des usagers.

Dans le même temps, ce sont plus de 350 agents qui étaient en grève à Dieppe (50% de l'effectif) contre le passage aux 1607 heures et le vol de plusieurs jours de congés. Ils/elles près de 1000 mobilisés dans la journée au Havre, 130 à Oissel, 300 à Reims. Des mobilisations ont été organisées dans de nombreuses villes comme à Ivry, Vitry, Créteil, Carpentras, Grande-Synthe, Besançon, Champigny... Des actions de ce type sont déjà programmées dans d'autres collectivités ces prochains jours.

Ces mobilisations encore partielles, expriment une colère qui monte, expriment le ras le bol des « premiers de corvées » méprisés par un gouvernement au service de la privatisation des services publics. Privatiser les services publics, cela implique la démolition du statut des agents chargés de les mettre en œuvre. C'est là tout le sens de la loi de transformation/démolition du 6 août 2019.

De nombreux « feux » s'allument dans les collectivités. La colère, l'exaspération des agents fait écho à la colère et à l'exaspération qui monte dans toute la population du pays. La journée du 16 mars marque une étape dans l'aide à la mobilisation la plus large, et dans construction du rapport de force nécessaire des territoriaux contre le vol des congés et plus largement pour l'abrogation de la loi dite de transformation.

Dans ce cadre, et parce que la Fédération CGT des Services publics revendique 10% pour la fonction publique, elle appelle les agents publics à se mobiliser les 30 mars, 6 et 8 avril prochain pour exiger une revalorisation des salaires et notamment pour les oubliés du Ségur.

On ne lâche rien !

Contact presse : LIVARTOWSKI Francois  
06 81 80 33 60